

France/Au lendemain de législatives victorieuses Macron va engager ses réformes

AFP
Paris/France

Pour autant, pas de blanc-seing de la part des électeurs au vu de l'abstention (57% au second tour). Un record.

DESORMAIS doté d'une franche majorité à l'Assemblée nationale, le président centriste Emmanuel Macron va pouvoir s'atteler à ses chantiers de réformes, parfois délicats, qu'il espère mener en France mais aussi en Europe. Son pari du renouvellement a été tenu avec la fin du bipartisme droite gauche, la prééminence d'un bloc centriste, le nombre record de femmes et une entrée massive de nouveaux élus (425 sur 577). Ses nouvelles priorités sur le plan intérieur : moraliser la vie politique, réformer le droit du travail et renforcer l'arsenal anti-terroriste. Le Premier ministre Édouard Philippe devrait remettre incessamment la démission de son gouvernement, une formalité classique après un scrutin législatif. Ce dernier parachève la conquête éclair du plus jeune président de France, à 39 ans. Le chef du gouvernement,

issu de l'aile modérée du parti de droite Les Républicains, devrait reprendre les rênes, à l'issue d'un "remaniement technique" d'ampleur limitée, selon le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner. Le parti présidentiel la République en marche (REM) et sa formation alliée du MoDem ont obtenu dimanche une confortable majorité absolue à l'Assemblée et balayé les autres partis : 350 des 577 sièges, dont 308 pour REM seul. Laminé, le parti socialiste n'obtient que 30 élus contre 284 dans l'Assemblée sortante. Les Républicains parviennent à en conserver 112 (130 avec leurs alliés centristes). Déçu dans ses ambitions, le parti d'extrême droite Front national conquiert néanmoins 8 sièges (contre 2 auparavant), dont un pour sa présidente Marine Le Pen. Les électeurs ont-ils pour autant donné un blanc-seing au président pour conduire ses réformes ? Pas tout à fait, relève la presse, en raison de l'abstention historique ayant marqué l'élection (57% au second tour), perçue comme le refus d'une "carte blanche" au nouvel exécutif. "Nous obtenons une majorité nette mais en même



Photo : AFP

Bien que les électeurs ne lui aient pas signé un chèque en blanc, le président Emmanuel Macron (ici devant le spationaute Thomas Pesquet hier au Bourget) a les coudées franches pour engager ses réformes.

temps les Français n'ont pas voulu signer de chèque en blanc", a admis Christophe Castaner. "Le peuple est entré en grève générale civique", a lancé le héraut de la gauche radicale, Jean-Luc Mélenchon, élu à Marseille (sud) et dont le parti vieux d'un an à peine, La France insoumise, a gagné 17 sièges. Car cette élection a consacré les jeunes partis et les nouveaux venus en politique : 91% des nouveaux députés REM et 100% de ceux de la France insoumise n'ont jamais siégé à l'Assemblée. **AGENDA EUROPEEN** • Sur les 345 députés candidats

à leur réélection, seuls 140 ont passé la rampe et parmi les députés figurent 224 femmes, un nombre record. "Ily a un an, personne n'aurait imaginé un tel renouvellement politique", a souligné dimanche soir Édouard Philippe. "Seule l'abstention record vient ternir une victoire qu'aucun commentateur n'a anticipée en début de campagne", analysait hier le quotidien de gauche Libération. "En deux élections et quatre tours de scrutin, la révolution En marche !, à laquelle personne ne voulait croire, a déferlé sur la France comme un tsunami", commentait le journal de droite Le Figaro. Pour le constitutionnaliste Didier Maus, "on a tiré contre tout ce qui représentait un système antérieur et on essaie autre chose". Dans cette configuration, le chef de l'État, qui "marche sur l'eau" selon The Economist, a les coudées franches pour lancer de délicates réformes d'inspiration libérale-sociale. En réussissant son dernier pari – le contrôle de l'Assemblée – Emmanuel Macron, voit sa position renforcée au niveau européen, à la veille d'un Conseil européen et alors que commencent les négociations sur le Brexit.

Cet Européen convaincu, prônant "une France forte dans une Europe forte" doit participer à Bruxelles à ce Conseil des 22 et 23 juin consacré à des questions clefs comme les migrations, la sécurité, la défense... Il a rencontré ces derniers jours plusieurs dirigeants européens pour discuter de la relance d'une Union impopulaire soumise à de fortes poussées nationalistes, des droits sociaux, de la directive des travailleurs détachés ou de la gouvernance de la zone euro. La chancelière allemande Angela Merkel, qui se prépare elle-même à entrer dans une séquence électorale, l'a aussitôt félicité pour sa "majorité parlementaire nette", selon son porte-parole. Son ministre des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a estimé que la voie était désormais "libre pour les réformes".

• Dernière minute : le Premier ministre chargé de former un nouveau gouvernement. Au lendemain des législatives en France, le Premier ministre Édouard Philippe a été reconduit hier dans ses fonctions par le président Emmanuel Macron et devra former un nouveau gouvernement d'ici à demain soir, a annoncé la présidence.

A travers le monde

- **Bahreïn/Justice. Une condamnation à mort pour un attentat meurtrier en 2016**
Une personne a été condamnée à mort hier et une autre à la prison à vie par un tribunal de Bahreïn pour un attentat en 2016 qui a coûté la vie à une femme dans une ville à majorité chiite.
- **Etats-Russie/Défense. Washington veut rétablir la communication avec Moscou**
Les Etats-Unis veulent rétablir le canal de communication militaire avec la Russie sur la Syrie, dont Moscou a annoncé hier la suspension après la destruction d'un chasseur syrien par un avion américain, a indiqué le général Joe Dunford, le plus haut gradé américain.
- **France/Attentat. Nouvelle attaque contre les forces de l'ordre**



Photo : AFP

Un homme armé a percuté hier volontairement avec sa voiture un fourgon de gendarmerie sur la célèbre avenue des Champs-Élysées à Paris, sans faire de victimes, à quelques centaines de mètres de l'endroit où un policier avait été tué par un jihadiste il y a deux mois.

- **Irak/Conflit. Un journaliste tué, trois blessés**
Trois journalistes français, dont deux travaillant pour l'émission Envoyé Spécial, ont été blessés lors de l'explosion d'une mine à Mossoul, et le journaliste kurde qui les accompagnait a été tué, ont annoncé hier le groupe public France Télévisions et Reporters sans frontières.
- **Turquie/Justice. Premier procès de journalistes en lien avec le putsch manqué**
Un tribunal d'Istanbul a commencé à juger hier plusieurs journalistes turcs de renom accusés de complicité avec le putsch manqué de juillet 2016, une affaire qui renforce l'inquiétude des défenseurs de la liberté de la presse.

Royaume-Uni/Entre attentats et incendie Série noire sur fond de Brexit

AFP
Londres/Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni traverse une invraisemblable série noire, frappé par quatre attentats et un tragique incendie en moins de trois mois, sur fond de fragilité politique, au moment où il devrait être au mieux de sa forme pour négocier le Brexit. Si ces événements n'ont pas tous un lien entre eux – hormis trois attentats revendiqués par le groupe jihadiste Etat islamique – ils mettent durement à l'épreuve la cohésion d'un pays déjà déstabilisé par le vote sur la sortie de l'Union européenne.

• Attentat sur le pont de Westminster
Le 22 mars 2017, un homme fonce dans la foule avec son véhicule sur le pont de Westminster, qui enjambe la Tamise face à Big Ben, avant de poignarder mortellement un policier devant le Parlement. L'attaque fait cinq morts. Son auteur, Khalid Masood, un citoyen britannique converti à l'islam, est abattu par la police.

L'attentat a été revendiqué par le groupe Etat Islamique. Scotland Yard déclare ne pas avoir "trouvé de preuve d'une association" de Masood avec l'EI ou avec Al-Qaïda.

• Attentat à Manchester
Le 22 mai, deux mois jour pour jour après l'attentat de Londres, un jeune Britannique d'origine libyenne se fait exploser avec une puissante bombe à la sortie d'un concert de la chanteuse américaine Ariana Grande à la Manchester Arena, une grande salle de concerts de cette ville du nord-ouest de l'Angleterre. 22 personnes sont tuées et 116 blessées, dont de nombreux enfants et adolescents. L'attentat a été revendiqué par l'EI.

• Attentat sur le London Bridge
Dans la soirée du 3 juin, à cinq jours des élections législatives, une camionnette fonce sur la foule sur le London Bridge, puis ses trois occupants en sortent armés de couteaux et poignent des passants dans le Borough Market, situé dans le prolongement de ce pont, avant d'être abattus par la police. Les auteurs de l'attentat portaient de faux



Photo : AFP

Des équipes de secours figées pour une minute de silence hier devant la carcasse de la tour incendiée.

gilets explosifs pour accroître la panique. Bilan : huit morts et une cinquantaine de blessés. L'EI revendique l'attentat 24 heures plus tard. Scotland Yard a annoncé en mars que les services de sécurité britanniques avaient "déjoué treize tentatives d'attentat terroriste depuis juin 2013". Les législatives du 8 juin se soldent par un camouflet pour la Première ministre Theresa May, dont le parti conservateur perd la majorité absolue au Parlement.

• Incendie de la tour de Grenfell
Le 14 juin, à peine la ville de Londres pansait-elle ses blessures qu'un autre drame se produit : un incendie d'origine inconnue ravage dans la nuit une tour abritant des logements sociaux, dans le quartier huppé de Kensington, fai-

sant 79 morts ou présumés morts, selon le dernier bilan de la police, hier. Ce bilan très lourd a provoqué la colère des survivants et proches des victimes, qui accusent les autorités locales de ne pas avoir entendu les cris d'alerte concernant la sécurité du bâtiment parce qu'ils provenaient d'une population majoritairement modeste. L'incendie a profondément choqué l'opinion publique au Royaume-Uni, suscité un vaste mouvement de solidarité, et mis sur le gril la Première ministre Theresa May, accusée de manque d'empathie pour ne pas avoir rencontré les proches des victimes dès sa visite sur place le 15 juin.

• Attentat à Finsbury Park
Le 19 juin, reprenant le modus operandi des deux attentats précédents à Lon-

dres, un homme de 48 ans à bord d'une camionnette fonce dans la foule des fidèles qui sortent d'une prière nocturne du ramadan, près de la mosquée de Finsbury Park, dans le nord-est de Londres. Un homme qui a fait un malaise avant l'attaque meurt et la police doit déterminer si ce décès est lié à l'attaque. Dix personnes sont blessées par la camionnette. L'homme crie sa volonté de tuer le plus grand nombre de musulmans possible, selon un témoin, avant d'être maîtrisé par des passants. Cet attentat intervient trois jours après le premier anniversaire d'une autre attaque, un an auparavant :

• Meurtre de la députée Jo Cox
Le 16 juin 2016, une semaine avant le référendum sur le Brexit, la députée travailliste europhile Jo Cox est tuée par un sympathisant pro-nazi. L'assassin, Thomas Mair, un ultranationaliste blanc, est condamné à la prison à vie. Une semaine plus tard, le 23 juin 2016, les Britanniques votent la sortie de l'Union européenne, déjouant les pronostics et lançant le pays sur des eaux inconnues.